CHANTIER DE L'EX-USINE À GAZ À LA ROCHELLE

Les analyses des toxicologues ne rassurent pas les riverains

Une seconde réunion sur l'expertise du Centre antipoison de Bordeaux du chantier de dépollution du site Marcel-Paul (ex-Enedis) a eu lieu ce mercredi 12 février

Raphaël Burgos
r.burgos@sudouest.fr

Le chantier, rue Marcel-Paul, commencé en septembre 2024, est à l'arrêt depuis le 13 novembre dernier après les fortes odeurs d'hydrocarbures à l'origine de malaises chez des riverains. XAVIER LÉOTY / SO

« Compliqué. » Le mot maintes fois prononcé lors de la réunion publique, à La Rochelle, ce mercredi 12 février, résume à peine le difficile dialogue qu'ont tenté d'établir les autorités sanitaires avec les riverains toujours inquiets par le chantier de dépollution de l'ex-usine à gaz, rue Marcel-Paul. Pendant une heure, la médecin toxicologue Magali Oliva-Labadie, aux côtés du directeur départemental de l'ARS Laurent Flament, a présenté le rapport des analyses (principalement de l'air) du chantier à l'arrêt depuis le 13 novembre 2024.
Les conclusions expriment clairement « l'émission de substances volatiles et de particules occasionnant des nuisances olfactives indiscutables ». Elle reconnaît de nombreux « symptômes très majoritairement sans gravité médicale » et la « très grande anxiété, voire le traumatisme psychologique » pour la population.

« **C'est nous les capteurs** »

Les valeurs de référence sanitaires, aujourd'hui, ne sont pas dépassées et n'inquiètent absolument pas la toxicologue ou l'ARS. Elle a tout de même admis que le dépassement des seuils de référence mesuré, lors des travaux, pour le benzène et le naphtalène « n'est pas normal et qu'il faut limiter ce risque de polluants ».
Lors de la séance de questions et de prise de parole, on a pu mesurer la rupture de confiance pour les riverains, touchés par les nausées et autres symptômes, avec l'ARS, mais aussi les services de la Ville, de l'État, Vinci et Brownfield, opérateur de projet immobilier. L'absence d'analyses qualitatives des poussières a participé à la déception d'une partie du public. Une analyse de l'eau toujours en cours reste très attendue. « Vous aboutissez à tout ça avec une raquette trouée », a lancé une riveraine de l'ensemble scolaire privée Fénelon, reprochant les données trop partielles fournies aux médecins.
Obsédés par l'éventuelle reprise de chantier, des habitants du quartier regroupés au sein de l'association Zéro Toxic Agir ensemble, se déclarent encore malades malgré l'arrêt des travaux. « Aujourd'hui, on a l'impression que c'est nous les capteurs et qu'il se repassera quelque chose une fois qu'on sera tous malades, en train de se tenir au mur, parce qu'on aura trop de vertiges. »

« Les gens sont déçus par ce qu'ils entendent aux réunions publiques, ils ont perdu confiance »

Lorsque Laurent Flament a rétorqué qu'il était alors nécessaire de faire auprès de l'ARS une déclaration de symptômes, le ton de l'auditoire est monté quelques secondes. « Il n'y a eu aucun retour, les gens sont déçus par ce qu'ils entendent aux réunions publiques, ils ont perdu confiance. » « On vous parle de risque sanitaire mais vous nous dîtes que tout va bien, parce que vous faites des évaluations à court terme. Vous n'avez pas toutes les données, mais nous, c'est ça qu'on attend » , a répliqué plus calmement un Rochelais concerné.
Pour les autorités sanitaires, « il faut que le chantier soit suivi, que les mesures soient faites ». Pour les riverains, la poursuite des travaux semble déjà insupportable et le risque trop grand. Une prochaine réunion publique est déjà programmée à 18 heures, au Carré Amelot, mardi 18 février.